

MINUSMA **HEBDO**

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 44 • janvier 2016

138 PROJETS QIPS



ACTIVITÉS DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : MONSIEUR ANNADIF PREND SES MARQUES

EN VISITE AU MALI, LE COORDONNATEUR HUMANITAIRE RÉGIONAL CONSTATE LES PROGRÈS RÉALISÉS

VIOLENCES ET DISCRIMINATIONS À L'ÉGARD DES FEMMES : LA MINUSMA AIDE LES DÉPUTÉS MALIENS À LÉGIFÉRER SUR CES QUESTIONS

**MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE •
ACCORD DE PAIX : LA SOLUTION • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • REFORMES
DU SECTEUR DE SÉCURITÉ • ACCORD D'ALGER • ENSEMBLE REUSSIR LA PAIX**

MINUSMAHEBDO

44

SOMMAIRE

DANS CE NUMÉRO

- 3** ACTIVITÉS DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : MONSIEUR ANNADIF PREND SES MARQUES
- 4** COMBIEN COÛTENT LES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DE L'ONU ?
- 5** 138 PROJETS MINUSMA AU MALI !
- 6** EN VISITE AU MALI, LE COORDONNATEUR HUMANITAIRE RÉGIONAL CONSTATE LES PROGRÈS RÉALISÉS
- 7** LES CHEFS DE QUARTIER DE LA COMMUNE URBAINE DE GAO SCELLENT UN PARTENARIAT AVEC LA MINUSMA
- 8** JUSTICE TRANSITIONNELLE À TOMBOUCTOU : MINUSMA SOUTIEN LES ASSOCIATIONS DE VICTIMES
- 9** TOMBOUCTOU : LA MINUSMA RENCONTRE LES ÉLÈVES DU LYCÉE GARBA MAIGA
- 10** VIOLENCES ET DISCRIMINATIONS À L'ÉGARD DES FEMMES : LA MINUSMA AIDE LES DÉPUTÉS MALIENS À LÉGIFÉRER SUR CES QUESTIONS



Adoptez l'éco-attitude

N'imprimez ce document
que si cela est nécessaire !

ACTIVITÉS DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : MONSIEUR ANNADIF PREND SES MARQUES



LE RSSG FACE À LA PRESSE...

« J'ai estimé qu'il était nécessaire que je vienne vous rendre visite à la Maison de la Presse, », a-t-il expliqué à la cinquantaine de journalistes nationaux et internationaux réunis.

Accompagné de ses deux adjoints : M. Koen Davidse, Responsable du pilier politique et Mme Mbaranga Gasarabwé, Coordinatrice de l'action humanitaire, ainsi que du Chef d'Etat-major de la Force le Général Gomart, et du Colonel Mombelli-Valloire, Chef des opérations de la Police des Nations Unies, M. Mahamat Saleh Annadif s'est prêté à l'exercice des questions-réponses, une heure et demi durant.

Ont été abordés au cours de cet échange avec la presse parmi bien d'autres sujets : la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, la lutte contre le terrorisme ou encore la stratégie de la Mission dans le cadre de la stabilisation du pays.

... PUIS EN VISITE À KOULOUBA

Avant son départ pour le 26ème Sommet de l'Union Africaine à Addis-Abeba, le Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) et Chef de la MINUSMA, M. Annadif s'est entretenu aujourd'hui avec le Président de la République du Mali, Monsieur Ibrahim Boubacar Keïta. Lors de cette rencontre régulière, qui fait suite à de nombreuses autres rencontres depuis l'arrivée du RSSG au Mali, ils ont fait le point sur la situation qui prévaut dans le pays mais aussi sur la réunion d'Alger.

Cette deuxième rencontre était une occasion également pour le chef de la MINUSMA de faire le point de ses différentes rencontres avec les autorités du pays. En prélude au prochain sommet de l'Union Africaine, il était important pour Mahamat Saleh Annadif d'ouïr les observations du chef de l'État malien. Par rapport au processus de mise en œuvre de l'accord de paix, le chef de la mission onusienne au Mali affirme que les choses avancent et cela avec l'engagement de toutes les parties prenantes.



22 JANVIER

COMBIEN COÛTENT LES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DE L'ONU ?



Les décisions concernant la création, la mise en place, le maintien ou l'expansion d'une opération de maintien de la paix sont prises par le Conseil de sécurité. Mais le financement des opérations incombe à l'ensemble des États Membres de l'ONU, dont le Mali.

En 2014-2015, la quote-part du Mali au budget total du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies s'élève à 0,0004%.

Tous les États Membres de l'Organisation sont juridiquement tenus de s'acquitter de leur part des dépenses des opérations de maintien de la paix, conformément aux dispositions de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies.

L'Assemblée générale répartit les coûts selon un barème de contributions complexe qui tient compte de la richesse économique des États Membres. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité doivent prendre en charge une part plus importante des dépenses en raison de la responsabilité qui leur incombe en matière de maintien de la paix et de sécurité internationales.

Le budget approuvé des opérations de maintien de la paix de l'ONU pour l'exercice allant du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016 est d'environ 8,27 milliards de dollars. Cela représente 0,5% du total des dépenses militaires mondiales estimées à 1 747 milliards de dollars en 2013. En 2014-2015, les principaux pays contributeurs au budget des opérations de maintien de la paix des Nations Unies sont :

- États-Unis d'Amérique (28,38%)
- Japon (10,83%)
- France (7,22%)
- Allemagne (7,14%)
- Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (6,68%)
- Chine (6,64%)
- Italie (4,45%)

- Fédération de Russie (3,14%)
- Canada (2,98%)
- Espagne (2,97%)

(liste complète : http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=A/67/224/Add.1)

A noter que beaucoup de pays ont également volontairement versé des contributions supplémentaires pour appuyer les efforts de l'ONU - sur une base non remboursable - sous forme de services de transport, de fournitures, de personnel et de ressources financières en plus d'assumer leur part des dépenses de maintien de la paix.

Comment les Casques bleus sont-ils rémunérés? L'ONU n'a pas de forces militaires qui lui soient propres, et les États Membres fournissent sur une base volontaire les contingents militaires EN et les forces de police dont chaque opération de maintien de la paix a besoin.

La rémunération des militaires est prise en charge par les gouvernements dont ils relèvent selon leur grade dans les forces nationales et selon le barème de rémunération applicable. Les pays qui fournissent volontairement des contingents aux opérations de maintien de la paix sont remboursés des coûts par l'ONU sur la base d'un taux standard approuvé par l'Assemblée générale d'un peu plus de 1,028 dollar par soldat et par mois.

Les membres du personnel de police et du personnel civil sont rémunérés au titre du budget approuvé pour chaque opération.

L'ONU rembourse également aux États Membres le coût du matériel, des services de personnel et des services d'appui fournis aux contingents militaires et aux forces de police.

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à consulter l'adresse suivante : <http://www.un.org/fr/peacekeeping/operations/financing.shtml>

138 PROJETS MINUSMA AU MALI !



74 finalisés projets ont déjà été finalisés par la MINUSMA et 64 sont en cours de réalisation. Entre le 1er juillet 2015 et le 30 juin 2016, un budget de 4 millions de dollars sera consacré à environ 114 QIPs

Financés par la MINUSMA, les Projets à Impact Rapide (ou Quick Impact Projects - QIPs) sont des microprojets communautaires. Ces projets sont d'un coût maximal de 50.000 dollars US et d'une durée de 6 mois maximum, dans les domaines de la réhabilitation des services et petites infrastructures publiques, la formation et la sensibilisation, la création d'emplois et de revenu.

Ils doivent avoir un effet à la fois rapide et durable répondant aux besoins prioritaires de la population et ont pour but d'établir un climat de confiance dans le processus de paix, la Mission et son mandat.

2015-2016 : 4 millions de dollars consacrés à environ 114 QIPs !

Ces projets bénéficieront principalement aux régions du Nord et soutiendront les demandes provenant du gouvernement malien, des ONG internationales et nationales, des agences internationales et de la société civile. Tous les projets sont exécutés à travers des partenaires et entreprises locaux.

Vous trouverez sur le site internet de la MINUSMA de nombreuses informations relatives aux projets de la MINUSMA et le travail de la Section Stabilisation et Relèvement. La dernière lettre d'information est disponible à l'adresse suivante :

<http://minusma.unmissions.org/file/...>

Quelques exemples de projets MINUSMA :

GAO :

Équipement en matériel nautique de la Protection Civile de Gao - Réhabilitation du Poste de la Brigade Territoriale de Gendarmerie Frontalière de Labbezanga Réhabilitation et équipement : - de la Protection Civile de Gao - de la Direction Régionale de la Police de Gao, Appui à la culture maraîchère d'oignons dans le village de Fafa, Cercle d'Ansongo - Surcreusement de la Mare de Rambetou de Tacharane - Appui à la valorisation des produits locaux du nord Mali - Appui de la société civile au redéploiement des institutions étatiques et à l'accès à la justice des populations de la région de Gao - Rééquipement de l'Orchestre Régional « Le Songhoy Star » de Gao

MOPTI :

Réhabilitation et équipement : - de la Brigade Mixte de Gendarmerie de Sévaré - des Brigades de Gendarmerie de Djenné / de Douentza (2) - du Commissariat de Police de Bandiagara - du Poste de la Protection Civile à Douentza - Renforcement de la sécurisation de la Maison d'arrêt et de correction de Mopti Réhabilitation et équipement : - des Prisons de Tenenkou / de Douentza - Construction d'un Centre de Santé Communautaire à Tongorongo et équipement de la maternité

22 JANVIER

EN VISITE AU MALI, LE COORDONNATEUR HUMANITAIRE RÉGIONAL CONSTATE LES PROGRÈS RÉALISÉS



En mission au Mali du 18 au 22 janvier, le Coordonnateur humanitaire régional pour le Sahel, Toby Lanzer, a constaté les avancées réalisées et les défis qui persistent dans les domaines de la sécurité et de l'accès aux services sociaux par les communautés dans les zones affectées par la crise.

Au cours de sa tournée dans le nord du pays et à Bamako, M. Lanzer a rencontré des membres du gouvernement malien, les autorités locales et des organisations de la société civile et humanitaires. Il s'est notamment rendu dans les villes de Gao et Kidal pour rencontrer les personnes touchées par la crise et visiter des projets humanitaires.

« D'importants progrès comme la réouverture de nombreuses écoles, ainsi qu'un accès amélioré à l'eau et à la santé, ont été réalisés. La poursuite du redéploiement de l'autorité de l'État est cependant essentielle pour consolider ces acquis et renforcer les actions de relèvement et de résilience avec l'appui des organisations humanitaires et de développement », a souligné M. Lanzer.

Sur le terrain, il a constaté des améliorations grâce au redéploiement d'une partie du personnel des services techniques de l'État et au soutien des organisations humanitaires. Toutefois, ces avancées se font moins sentir dans les zones où l'insécurité persiste et entravent les activités, ce qui maintient les communautés dans une grande vulnérabilité et précarité.

La mission de M. Lanzer se déroule juste après la tournée de la Coordinatrice humanitaire pour le Mali, Mbaranga Gasarabwe, dans le nord du pays, à Tombouctou, Gao et Kidal.

« La signature de l'Accord de paix et sa mise en œuvre par toutes les parties devraient permettre d'étendre

encore l'accès humanitaire pour répondre aux besoins urgents, tout en travaillant avec les autorités à renforcer la capacité des communautés à se reprendre en main », a déclaré Mme Gasarabwe.

« Au cours des prochains mois, l'amélioration attendue des conditions sécuritaires sera un facteur-clé pour assurer l'accès des populations aux services essentiels », a-t-elle ajouté.

À travers leurs efforts concertés, les acteurs humanitaires dans le pays sont venus en aide à plus d'un million et demi de personnes l'an dernier. Les systèmes d'alimentation en eau et en électricité dans les principaux centres urbains ont aussi pu être réhabilités grâce à l'appui des partenaires du secteur de la stabilisation.

Cependant, d'importants besoins demeurent, notamment pour garantir l'accès à l'eau en zones rurales et à Kidal, et éviter que la santé des populations et l'état du cheptel se dégradent. L'appui à la prochaine saison agricole est essentiel pour garantir la sécurité alimentaire des ménages.

« Les jeunes, les femmes et les leaders communautaires que j'ai rencontrés ont tous une vision pour l'avenir de la société à laquelle ils veulent participer. Le Mali est à un tournant de son histoire et les autorités doivent rester pleinement engagées pour saisir cette occasion. En même temps, la communauté internationale doit redoubler son soutien pour aider les populations à accéder à la paix, à la justice et au développement durable qu'elles attendent », a affirmé M. Lanzer.

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=36492#.Vqomt7-2rnh>

LES CHEFS DE QUARTIER DE LA COMMUNE URBAINE DE GAO SCELLENT UN PARTENARIAT AVEC LA MINUSMA



La Coordination civilo-militaire (CIMIC) de la MINUSMA à Gao a organisé une session d'explication de sa mission auprès de Chefs de quartier de la Commune urbaine de Gao vendredi dernier. Conduite par le colonel Justin Tchemi, la rencontre s'est tenue à la résidence du chef de quartier Sosso-Koira.

« Nous venons de rencontrer tous les chefs de quartier de la commune urbaine de Gao dans le but de leur donner un bref historique de nos différentes activités. En outre, nous leur avons expliqué notre mission, nos activités, ainsi que nos domaines d'intervention, parce qu'ils représentent la population. C'est uniquement dans un seul but : asseoir une base de paix, une base de confiance entre la population et la Mission » a dit le Capitaine Aichatou Ousmane Issaka de la CIMIC.

Cette réunion était donc l'occasion de sensibiliser les représentants du peuple à l'importance de cette collaboration. « C'est un sentiment de plaisir. Nous sommes très contents d'avoir rencontré les représentants de CIMIC de la MINUSMA et de savoir ce qu'ils sont en train de faire dans notre région. Ce que nous souhaitons est d'avoir une relation étroite pour que nous puissions les informer, de manière objective, des problèmes que connaissent la population » a déclaré M. Djibrilla Moussa, chef de quartier Farandjireye.

La Commune urbaine de GAO est peuplée de plus de 70 000 habitants, répartis dans 9 quartiers. Du point de vue administratif, la commune urbaine de Gao dépend du cercle et de la région du même nom, qui est la septième région administrative du Mali. La lisière du

fleuve constitue le site naturel de Gao. Cité historique, les sites originels se trouvaient à l'ouest de l'actuel site, à quelques encablures dans l'île de Gounzireye et au niveau du village de Koima. Située sur la rive gauche du Niger, à 1200 km de Bamako, la Commune de Gao est limitée au Nord par la Commune de Sonni Ali Ber, à l'Est par les Communes de Tilemsi et de N'Chawadji, à l'Ouest et, au Sud par la Commune de Gounzoureye.

La cellule CIMIC de la MINUSMA sert d'interface entre la Force onusienne, la population locale, et les agences du système des Nations unies. Au-delà de son rôle dans l'amélioration de la sécurité des populations locales, elle intervient dans un cadre de complémentarité dans les domaines socioéconomique, de développement et dans des activités de cohésion sociale. Dans la région de Gao, CIMIC a déjà entrepris plusieurs actions en faveur des populations. Il s'agit notamment de consultations médicales au bénéfice de plus de 6000 personnes, la réhabilitation d'écoles, la construction de fontaines d'eau et d'installation des points d'ablution au niveau de la mosquée des Askia, la distribution de kits scolaires, l'organisation des activités sportives, entre autres.

À l'issue de cette rencontre, « les Chefs de quartier étaient, à l'unanimité, d'accord pour la création d'un cadre de concertation qui va ensemble nous permettre d'échanger sur les questions brûlantes de l'heure pour qu'ensemble nous puissions aboutir à un seul objectif : une paix durable au Mali. Le cadre de concertation ainsi créée, nous nous retrouverons chaque mois » a souligné le Capitaine Aichatou O. Issaka.

JUSTICE TRANSITIONNELLE À TOMBOUCTOU : MINUSMA SOUTIENT LES ASSOCIATIONS DE VICTIMES



Le Bureau des droits de l'Homme de Tombouctou a conjointement organisé avec le Réseau Régional des Associations des Victimes des Événements du Nord, un atelier sur les mécanismes de la justice transitionnelle du 20 au 21 janvier dernier. Cet atelier a essentiellement porté sur le rôle des associations des victimes et la prise en charge des violences basées sur le genre.

Les participants, membres des associations de victimes des cercles de Gourma-Rharous, Niafouké, Goundam, Dire et Tombouctou ont pris part à cette rencontre qui s'est tenue à l'Institut de Hautes Etudes et Recherches Islamiques Ahmed Baba de Tombouctou. « La justice transitionnelle est un processus qui vous implique, et vous devez vous y impliquer pour contribuer à la réconciliation nationale et la reconstruction d'une paix durable dans notre pays » a déclaré en ouverture le représentant du Maire de Tombouctou.

La justice transitionnelle désigne un ensemble de mécanismes judiciaires et non judiciaires, mis en œuvre par une société pour tenter de faire face à des exactions massives commises dans le passé, en vue d'établir les responsabilités, de rendre la justice et de permettre la

réconciliation. Son principe est de promouvoir la justice, la réparation des victimes et la commémoration des violations passées. Elle est basée sur quatre piliers à savoir : les poursuites pénales, la recherche de la vérité, les réparations et les réformes institutionnelles.

Durant ces deux journées d'échanges, les riches débats ont porté sur la protection des victimes et des témoins, ainsi que les difficultés d'accès à la justice pour les victimes. Il a également été constaté la non représentation des associations des victimes dans la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) ainsi que le manque de consultations des victimes dans la prise des décisions lors du processus de réconciliation mené à Alger.

Le Coordinateur du Réseau Régional des Associations de Victimes, M. Abdoulaye Touré, a expliqué qu'« après les graves violations des droits humains commises au Mali et la mise en place de la CVJR, cette initiative va permettre aux associations des victimes de se saisir de leurs responsabilités et de leur engagement pour que le processus de paix soit une réussite ».

Le Réseau Régional des

Associations de Victimes des Événements du Nord est une association de la société civile, née de la crise malienne de 2012. Depuis lors, des violations des droits de l'Homme, les plus graves, ont été commises sur les populations dans la région de Tombouctou, notamment les femmes et les enfants. Les victimes se sont constituées, de façon spontanée en association et en réseau pour une synergie d'action commune. La convention de mise en place de ce réseau a été signée par le gouverneur à Tombouctou, le 10 décembre 2014, date symbolique de la Journée Internationale de la Déclaration des droits de l'Homme.

A l'issue de l'atelier, les participants ont émis des recommandations parmi lesquelles la représentation des associations de victimes dans la CVJR, le renforcement des capacités du réseau régional des victimes, un meilleur accès des justiciables à la justice, de même qu'une plus grande célérité dans le traitement des dossiers, particulièrement ceux en rapport avec les violences sexuelles liées aux conflits, ainsi que la réintégration et la réinsertion socio-économique des victimes.

TOMBOUCTOU : LA MINUSMA RENCONTRE LES ÉLÈVES DU LYCÉE GARBA MAIGA



Le Bureau régional de la MINUSMA de Tombouctou a organisé le 20 janvier dernier, au lycée Garba Maiga, dans le quartier Djigarey Ber, une rencontre d'information sur son mandat et son action dans la région.

La séance a réuni de nombreux participants, dont des élèves de classe de terminale et leurs enseignants, en présence des représentants de plusieurs composantes de la MINUSMA.

Au cours de cette journée, les participants ont pu visionner le film documentaire sur les 2 années de présence de la MINUSMA et du processus de paix au Mali, retraçant les activités et les réalisations de la Mission Onusienne depuis son déploiement en 2013. Au cours des échanges, chaque représentant de la MINUSMA a présenté le travail de sa section, mais aussi le rôle qu'elle joue dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix.

"Nous avons compris que MINUSMA est là pour accompagner les autorités

maliennes et pas pour les remplacer »

Le proviseur de l'établissement, Aliou Salmana, s'est réjoui de voir la MINUSMA organiser une telle activité au sein de son établissement car : « cela démontre une certaine attention de la Mission vis-à-vis des communautés et cela nous fait sentir que nous sommes considérés » s'est-il félicité. Par ailleurs il a salué l'initiative pour son utilité. « Nous avons compris que MINUSMA est là pour accompagner les autorités maliennes et pas pour les remplacer » a-t-il affirmé.

Alassane Adiawiakoye, élève du lycée Garba Maiga, s'est dit désormais mieux édifié par rapport au rôle et au mandat de la Mission onusienne au Mali. « Nous avons compris que la MINUSMA n'a pas pour mandat de poursuivre les terroristes ou les bandits, mais ils sont là pour accompagner notre armée et la police, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens ». Certains élèves se sont dits engagés à partager avec les

amis de leurs quartiers, ce qu'ils ont appris lors de ces rencontres avec la MINUSMA.

« Ce n'est pas facile de comprendre les dynamiques d'un processus de paix, ni même d'une Mission onusienne telle que celle du Mali. Il est nécessaire de continuer à organiser ce type de rencontres, pour renforcer la confiance des communautés envers la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation. Cela est le seul choix pour que la paix soit irréversible », a soutenu Piergiorgio Paglialonga, responsable de l'Information Publique au Bureau de la MINUSMA à Tombouctou. Les activités de sensibilisation font partie du mandat de la Mission onusienne, tel que défini par la Résolution 2227 du Conseil de Sécurité de l'ONU, qui : « prie la MINUSMA d'améliorer encore ses rapports avec la population civile et ses échanges avec les Forces de Défense et de Sécurité du Mali, pour mieux faire connaître et comprendre son mandat et ses activités ».

28 JANVIER

VIOLENCES ET DISCRIMINATIONS À L'ÉGARD DES FEMMES : LA MINUSMA AIDE LES DÉPUTÉS MALIENS À LÉGIFÉRER SUR CES QUESTIONS



Près de 60 députés et agents législatifs maliens ont participé mardi dernier à un atelier de sensibilisation sur l'adoption d'une loi réprimant les violences et les discriminations à l'égard des femmes. Ces exactions se manifestent dans maints aspects de la vie quotidienne au Mali.

La rencontre co-organisée par l'unité Protection des femmes de la MINUSMA, l'ONU Femmes, l'UNFPA et les associations de défense des droits des femmes, a permis de discuter des bases d'une réponse légale, dont le but est de mieux protéger les femmes. en réprimant d'une façon plus adéquate les violences basées sur le genre (VBG) au

Mali. Les violences basées sur le genre ou liées au conflit se sont multipliées au cours de la crise multidimensionnelle qui a secoué le Mali.

Survenues particulièrement dans les régions du Nord, ces violences peuvent être de différente nature : viols, agressions sexuelles, coups et blessures, mariages forcés ou port obligatoire du voile. Les témoignages des victimes laissées sans défense et âgées très souvent de 11 à plus de 45 ans sont poignants, d'où la nécessité de disposer d'un arsenal juridique répressif en matière de VBG.

Présent à la clôture des travaux, Koen Davidse, Représentant

spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali en charge du volet politique de la MINUSMA dira que « la violence contre les femmes et les politiques de discrimination constituent les pires formes de violation des droits et des libertés fondamentales ». Et M. Davidse d'insister sur la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies comme moyen de lutter activement contre ces formes de violences. Le Plan d'actions national de cette Résolution a été lancé le 14 janvier 2016. « Les femmes et les filles sont essentielles à la reconstruction et à la réconciliation au Mali » a ajouté M. Davidse.

LA NÉCESSITÉ D'ADOPTER DES LOIS NATIONALES

Après s'être imprégnés des dispositions juridiques régionales en matière de protection contre les violences faites aux femmes et aux filles ainsi que des Résolutions du Conseil de Sécurité y afférentes, les députés se sont engagés à favoriser l'adoption, par le Mali, de lois réprimant les violences et discrimination faites aux femmes. Par la même occasion ils ont marqué leur volonté de mettre en place des mécanismes de veille sur l'action gouvernementale en matière d'application effective des lois qui seront votées et les dispositions qui les accompagnent.

L'Honorable Sekou Fantamadi Traoré, député élu à Diola, membre de la Commission administration et décentralisation et également membre du Parlement Panafricain a jugé le thème de l'atelier pertinent. Il estime que l'organisation d'une telle session vient à point nommé et constitue « une opportunité qui va amener les députés maliens à faire des propositions de lois visant à réprimer les violences basées sur le genre au Mali ».

Une lettre circulaire du ministre de la justice datant du 12 octobre 2012 instruit tous les chefs de juridiction à prendre en charge, de façon spécifique et immédiate, les victimes de violence et exactions

suite à la crise survenue au Mali. A travers cet atelier, et les lois qui vont être initiées, les organisateurs entendent souligner la nécessité de disposer d'un arsenal répressif et de faire triompher la justice en faveur des femmes victimes de violences et de discrimination.

Au niveau mondial, le Secrétaire général des Nations Unies M. Ban Ki-moon a annoncé la semaine dernière la création d'un Groupe de réflexion de haut niveau sur les thématiques en lien avec la promotion des femmes. Ce groupe d'experts sera chargé d'apporter des idées et de galvaniser les efforts en vue de combler le fossé persistant entre les sexes dans le monde.

**« LES FEMMES ET LES FILLES
SONT ESSENTIELLES À LA
RECONSTRUCTION ET À LA
RÉCONCILIATION AU MALI »**

DAVIDSE





Bamako
106.6

MIKADO FM

La radio qu'on aime !

Bamako • Gao • Kidal • Mopti • Tombouctou



www.youtube.com/minusma



www.flickr.com/photos/minusma



twitter.com/UN_MINUSMA



<http://minusma.unmissions.org>



www.facebook.com/minusma

